

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Conseil Municipal de la Ville de Dijon

Séance du 19 mai 2008

**MAIRIE DE DIJON****Président** : M. REBSAMEN**Secrétaire** : M. BORDAT**Membres présents** : Mme POPARD - M. MAGLICA - Mme TENENBAUM - M. DESEILLE - M. MASSON - Mme DILLENSEGER - M. MARTIN - Mme DURNERIN - M. GERVAIS - M. GRANDGUILLAUME - Mme METGE - M. DUPIRE - Mme REVEL-LEFEVRE - M. BERTELOOT - Mme AVENA - M. MEKHANTAR - Mme BIOT - Mme MARTIN - Mlle KOENDERS - Mme DURNET-ARCHERAY - Mme GARRET - Mme BLETTERY - M. MARCHAND - M. JULIEN - M. PIAN - Mme TROUWBORST - Mme LEMOUZY - M. DELVALEE - M. IZIMER - Mme ROY - Mme TRUCHOT-DESSOLLE - M. PRIBETICH - Mme HERVIEU - Mme BERNARD - M. LOUIS - M. BERTHIER - Mlle MODDE - Mlle MASLOUHI - Mlle CHEVALIER - M. EL HASSOUNI - Mme JUBAN - Mme MILLE - Mme GAUTHIE - Mme CHATILLON - M. BROCHERIEUX - M. HELIE - M. DUGOURD - M. AYACHE - Mme VANDRIESSE - M. OUAZANA**Membres excusés** : M. MILLOT (pouvoir Mme POPARD) - M. BEKHTAOUI**Membres absents** : M. ALLAERT**OBJET
DE LA DELIBERATION****Régisseurs municipaux mis en débet - Décharge de responsabilité et remise gracieuse - Avis du Conseil Municipal**

Madame Popard, au nom de la commission des finances, de la modernisation du service public et du personnel, expose :

Mesdames, Messieurs,

Malgré les mesures de sécurité qui entourent la conservation des fonds manipulés par les régisseurs dans les équipements municipaux tels que, par exemple, les parkings souterrains, les musées et les piscines, il arrive exceptionnellement que des vols soient commis.

Il en résulte que le régisseur concerné est mis en débet dans le cadre de sa responsabilité personnelle et pécuniaire et qu'il lui appartient donc normalement de rembourser sur ses propres deniers les sommes manquantes dans sa caisse.

Un dispositif légal permet aux régisseurs mis en débet de solliciter une demande en décharge de responsabilité et la remise gracieuse du montant du vol qui leur est imputé.

Ces demandes font l'objet d'une instruction par le Trésorier Payeur Général dans le cadre de laquelle l'organe délibérant de la collectivité doit donner son avis puisque les décisions de décharge et de remise ont pour conséquence de faire supporter une charge financière à la collectivité correspondant au montant du vol.

A cet égard, dans un souci de simplification et en accord avec Madame le Trésorier Payeur Général, je vous propose de donner un avis de principe favorable aux demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse qui seront formulées par les régisseurs qui seront mis en débet, en 2008, sous réserve que le montant du vol n'excède pas 400 €.

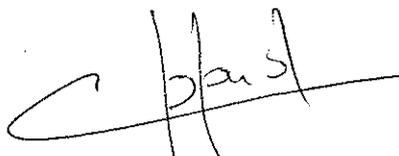
Dans le cas où le préjudice dépasserait 400 €, un rapport spécifique serait soumis à notre assemblée.

Si vous suivez l'avis favorable de votre commission des finances, de la modernisation du service public et du personnel, je vous demanderai, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- donner un avis de principe favorable aux demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse qui seront formulées par les régisseurs municipaux qui seront mis en débet, en 2008, lorsque le montant du vol n'excédera pas 400 €,
- m'autoriser à signer tout acte à intervenir pour l'application de cette décision.

RAPPORT ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour Extrait Conforme
Le Maire,
Pour le Maire, L'Adjointe


Colette Popard

PUBLIÉ LE 26/05/08

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

26 MAI 2008

